

### Guinness-Rekord für Presserat

Am vergangenen Dienstag gab sich der Luxemburger Presserat ein neues "règlement d'ordre intérieur", das nur eine knappe Stunde lang Bestand hatte. Die einstimmig beschlossenen Regeln wurden nämlich bei der Neubesetzung des Presserates für die Periode 2006-2008 in einem wesentlichen Punkt missachtet: Dem "obersten Organ der Luxemburger Presse" sollen neben einem Präsidenten auch zwei Vize-PräsidentInnen vorstehen, von denen eine Person aus dem Lager der HerausgeberInnen und eine aus den Reihen der JournalistInnen stammen. Weil die "Union des Journalistes du Luxembourg", die dem Luxemburger Wort nahe steht, jedoch den eigentlich als Herausgeber in den Presserat berufenen Léon Zeches als Vizepräsidenten vorschlug, und dies trotz Protesten von der "plénière" artig gutgeheißen wurde, hat der Presserat jetzt zwei VizepräsidentInnen aus dem Herausgeberlager - der erwähnte Wort-Chef und Danièle Fonck, die die Editpress vertritt. Dass der Presserat sich wieder voll und ganz in der Umklammerung der beiden großen Pressehäuser befindet, zeigt auch das Abschneiden der neuen, unabhängigen JournalistInnen-Gewerkschaft SJL. Zwar durfte sie drei der 21 Mandate für JournalistInnen im Presserat bestimmen. Bei der Besetzung des achtköpfigen Präsidiums und der achtköpfigen "commission des cartes", die über die Vergabe des JournalistInnentitels befindet, ging sie jedoch leer aus.

### L'Acel fait du ski

"Les étudiants luxembourgeois en France, victimes du mouvement anti-CPE". Tel est le titre d'un communiqué de presse de l'Association des cercles d'étudiants luxembourgeois (Acel) rédigé par ses cercles français. En prétendant ne pas vouloir prendre position par rapport au CPE, ni commenter la politique française, l'Acel estime qu'il "est difficilement compréhensible pourquoi un certain nombre d'étudiants sont en train de se priver eux-mêmes et leurs collègues de cet avenir en adoptant une attitude irresponsable". Que l'Acel ait du mal à comprendre ce qui se passe en France n'étonne guère. Il suffit pour cela de surfer sur les sites des cercles de Grenoble ou d'Aix-en-Provence pour obtenir une illustration des tracasseries de ces "victimes". En pleine mobilisation, le 18 mars par exemple, les deux cercles passèrent un agréable week-end, du 17 au 19 mars, aux sports d'hiver. Pour plus de deux tiers des étudiants français - ces irresponsables - les week-ends sont souvent des journées de petits boulots ingrats, comme la restauration rapide par exemple. La précarité, ils connaissent. Le présent, c'est déjà leur avenir. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils luttent. Avec courage et intelligence. Ont-ils vraiment des leçons à recevoir de la part de la jeunesse dorée luxembourgeoise?

### Krecké fait le malin

Après avoir gâché son label de socialiste écolo, voici que Jeannot Krecké met en danger son image d'homme de dialogue et d'ouverture. Le ministre de l'économie avait refusé de communiquer à Greenpeace des informations sur les fournitures en électricité d'Arcelor. L'ONG avait alors déposé un recours au Tribunal administratif. Face à cela, Krecké n'a pas trouvé mieux que de dénicher une erreur de forme dans les statuts de Greenpeace, rendant le recours irrecevable. L'organisation est en train d'y remédier et ne compte pas lâcher prise.

### Les sbires de Frieden

Après avoir fait la une de la Revue, voici que l'Unité spéciale de la police luxembourgeoise est à l'honneur dans Raids, "le magazine des troupes d'élite, du matériel militaire et des conflits d'aujourd'hui". Il y a trois ans, l'unité avait fait parler d'elle lors du fameux "raid" contre de prétendus terroristes islamistes. L'intervention, d'une violence inouïe, avait été critiquée par la Commission consultative des droits de l'Homme et a été condamnée lors d'un procès en première instance. Dans le numéro d'avril de Raids, les flics de choc luxembourgeois se retrouvent en bonne compagnie: l'article qui leur est consacré fait suite à un reportage sur les fachos du Tercio espagnol.

*Les centaines de milliers d'étudiant-e-s et de salari-e-s mobilisé-e-s contre le "Contrat première embauche" démontrent que les luttes sociales d'ampleur sont toujours possibles. Pour l'étudiante luxembourgeoise Nadia Masri, engagée à leurs côtés, ces luttes posent des questions bien plus profondes.*

(photo: privé)



### MOBILISATIONS EN FRANCE

# "Un besoin de changement profond"

**woxx: Le CPE ne te concerne pas en tant que Luxembourgeoise. Tu es pourtant engagée dans les mobilisations. Pourquoi?**

**Nadia Masri:** Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, ce genre de projet n'existe pas qu'en France, on en parle aussi en Allemagne. Je ne pense toutefois pas que cela puisse arriver maintenant au Luxembourg, à cause de la situation économique qui est différente. Ce n'est donc pas la raison principale. Jusqu'ici, quand je me suis engagée, ce n'était pas parce que j'étais concernée personnellement, mais par solidarité. Dans ce genre de situation, on a le choix entre rester chez soi, aller étudier ou s'engager pour quelque chose en quoi l'on croit. La troisième raison, c'est que cette mobilisation va beaucoup plus loin que le CPE. C'est un moment où des mobilisations ont lieu tous les jours et où les universités se transforment en lieux de débats qui tournent autour de sujets comme la démocratie, le travail, le choix de société. C'est très enrichissant humainement et politiquement. Les gens se politisent, deviennent créatifs, discutent ensemble.

**Que penses-tu de la position de l'Acel qui condamne les blocages qu'elle impute à une minorité d'étudiants qui empêcheraient la majorité d'aller étudier?**

La question est de savoir si l'on pense à court ou à long terme. Je peux comprendre que ça gêne certains étudiants luxembourgeois qui ont déjà planifié leurs vacances. Mais si tout le monde réagissait comme ça, la société n'avancerait pas. Je pense que nous sommes dans une

situation d'exception, une situation de crise. Par ailleurs il est très important que beaucoup de personnes aillent aux assemblées générales pour savoir ce qui s'y dit et ce qui s'y passe.

**Quel est l'impact politique de ces mobilisations sur la jeunesse, d'après toi?**

Cela est très variable. Il y a ceux qui sont contre le CPE parce qu'ils se sentent directement concernés. Mais ils sont aussi très vite contre toute revendication ou moyen d'action qui pourrait aller plus loin, qui pourrait "déborder". Il y en a pourtant beaucoup qui se radicalisent, qui n'étaient que contre le CPE et qui maintenant soutiennent également la demande de démission du gouvernement. En tout cas, même si le CPE est retiré, j'espère que la mobilisation continuera. Il en va plus que de ça, il en va de la direction prise par l'économie. On sent un besoin de changement profond. Et il faudrait que la mobilisation dépasse les frontières de l'Hexagone.

**Dans un peu plus d'un mois, nous serons en mai. Penses-tu que l'on peut faire un parallèle avec une autre mois de mai en France, celui de 68?**

Cela dépend de l'attitude du gouvernement s'il décide de nous tenir en haleine un mois supplémentaire. En tout cas, il y a plein de gens qui se lèvent tous les jours depuis plus d'un mois et qui osent croire en quelque chose, et à mon avis ils n'ont pas l'intention de s'arrêter maintenant. A la mobilisation de mardi, nous étions trois millions, deux fois plus que la semaine dernière!

**N'y a-t-il pas risque de découragement?**

Je ne pense pas que des personnes qui sont mobilisées depuis plus d'un mois et se trouvent dans une dynamique puissent laisser tomber. D'autant plus que la mobilisation ne tourne plus seulement autour d'un seul point. On ne peut plus abandonner. On a passé une phase test, maintenant, c'est bien plus, ça se ressent au niveau de l'ambiance des débats et des projections qui y sont faites. Mais quand on participe aux assemblées générales ici à Paris, on est pas découragé. De toute façon, il y a constamment de nouvelles échéances pour les prochains jours.

**Quel rôle jouent les organisations et partis de gauche dans les mobilisations?**

Lors des manifestations, ils sont toujours postés en des endroits stratégiques, avec leurs micros et leurs banderoles et ils distribuent des autocollants. Mais dès le début, les étudiants étaient très méfiants par rapport à une possible récupération, y compris par les syndicats étudiants. Ceux qui s'expriment en public sont souvent non syndiqués, mais sont mandatés par leur coordination. Pour l'instant, j'ai l'impression que les étudiants considèrent la présence des partis de gauche comme un soutien, sans plus. Le PS est en partie discrédité. Il n'est plus hué comme au dernier forum social à Paris, mais quand on parle avec des étudiants, ils disent qu'ils n'y croient pas. Par contre, ils comptent beaucoup sur la CGT et les autres syndicats afin qu'ils appellent à la grève générale.

**Justement, comment se passe le contact avec les syndicats de salariés?**

Cela fait déjà plus de deux semaines que les étudiants proposent d'appeler à la grève générale ensemble avec les syndicats. Mais il y a aussi des dissensions, notamment concernant le rythme des actions. Beaucoup d'étudiants pensent avoir besoin du mouvement syndical pour pouvoir tenir. Les syndicats ont cette fois compris l'enjeu et fonctionnent de manière unitaire entre eux.

**Les relations avec les "jeunes de banlieues" semblent plutôt difficiles. Certains seraient même favorables au CPE, pensant que c'est mieux que rien.**

Il faut savoir différencier. Il y a beaucoup de lycéens qui viennent de banlieue et qui sont très actifs dans les manifestations. Ensuite, il y a des bandes, très masculines, qui volent des étudiants ou les brutalisent. Mais ils ne sont d'après moi pas du tout représentatifs des jeunes de banlieue. Ils sont plutôt apolitiques et profitent du chaos ambiant pendant les manifestations pour s'en prendre d'abord aux CRS et maintenant aux jeunes avec lesquels ils ne s'identifient probablement pas. Je ne pense pas non plus qu'ils soient favorables dans leur ensemble au CPE.

**Que penses-tu du reproche de certains détracteurs qualifiant les étudiants qui manifestent de privilégiés?**

Il doit y avoir des personnes qui prennent peur en voyant que même les classes moyennes peuvent se mobiliser, car ces classes commencent également à être touchées par les injustices sociales. Mais qualifier les étudiants de privilégiés, c'est vraiment n'importe quoi! Enormément d'étudiants sont salariés ou sont obligés d'avoir des petits boulots, en partie dans le cadre des "Contrats nouvelle embauche". Les privilégiés, c'est la plupart des étudiants luxembourgeois. Je ne sais pas s'ils en sont vraiment conscients. Depuis que j'étudie en France, je vois à quel point j'ai de la chance par rapport aux étudiants français.

*Entretien: David Wagner*

### Nadia Masri

La luxembourgeoise Nadia Masri, 21 ans, est en troisième année d'Histoire à Paris I Panthéon-Sorbonne. Fréquentant la section parisienne de l'Union nationale des étudiants du Luxembourg (UNEL), elle participe depuis le début aux mobilisations anti-CPE. Ayant étudié auparavant à Strasbourg, elle arrive au bon moment dans la capitale qu'elle dit adorer. Ces événements inspireront-ils pour son troisième opus cette cinéaste en devenir, qui a déjà réalisé deux courts-métrages?